

Communiqué de presse

Sujet	Les Vert'libéraux soutiennent l'accord UBS/USA
Contact	Martin Bäumlé, 079 358 14 85
Expéditeur	Parti vert'libéral suisse, Case postale 367, 3000 Berne 7 Tél : +41 31 322 60 57 schweiz@grunliberale.ch , www.grunliberale.ch
Date	8 juin 2010

Les Vert'libéraux soutiennent l'accord UBS/USA

Les Vert'libéraux réprouvent la manière dont certains parlementaires – avant tout des membres du PS et de l'UDC – jouent avec le feu. En disant non ce jour d'hui à l'accord UBS/USA, ceux-ci portent un coup très dur à la place économique suisse et devront en assumer la responsabilité. Les Vert'libéraux continuent de soutenir l'accord UBS-USA, refusent de le soumettre à condition et ne soumettront pas cet accord au référendum, puisque cela reviendrait finalement au même que de le refuser. Les Vert'libéraux résistent aux pressions venant de gauche et de droite. En revanche, les Vert'libéraux soutiennent les propositions émanant du Conseil des Etats et des commissions de l'économie et des redevances (CER) des deux chambres, qui comprennent notamment la motion « too big to fail », la motion pour la clarification des responsabilités dans les accords internationaux et les motions pour une fiscalisation des bonus. Avec l'examen de ces mesures, le fond des conditions mises par la gauche et par la droite sont remplies. Les Vert'libéraux attendent désormais une proposition pragmatique pour le deuxième round.

Les Vert'libéraux regrettent que certains partis profitent du débat autour de l'accord UBS/USA pour faire de la politique politicienne et sacrifient les intérêts généraux de la Suisse sur l'hôtel de leurs intérêts à court terme. Il faut garder les pieds sur terre et réaliser que cet accord est le seul moyen de se sortir de l'affaire UBS/USA. Une fois sortis de cette affaire, nous pourrions recommencer à travailler pour l'avenir. Le Conseil fédéral a géré cette affaire en se fixant un objectif et a négocié un accord acceptable. Bien sûr, cet accord conserve quelques risques ; ceux-ci sont toutefois minimes par rapport à celui que nous prendrions en ne le ratifiant pas. En fait, ne pas ratifier cet accord présenterait un risque que personne ne pourrait raisonnablement supporter. De plus, les Vert'libéraux sont contre l'idée de soumettre cet accord à un référendum, puisque le délai de l'accord ne pourrait pas être tenu ; cela reviendrait donc de facto à refuser l'accord.

Les Vert'libéraux soutiendront par contre plusieurs propositions qui devraient éviter qu'une situation telle que celle que nous vivons en ce moment ne se reproduise. Basée sur le rapport intermédiaire des experts, la motion « too big to fail » doit permettre de trouver les mesures adéquates, sans tomber dans une sur-réglementation. La motion pour la clarification des responsabilités dans les accords internationaux permettra au parlement d'intervenir plus tôt dans les affaires de cette importance. La motion pour l'examen d'une taxation des bonus fera en sorte qu'à partir d'un certain montant, les indemnités ne pourront plus être considérées comme des frais de fonctionnement pour les entreprises. Les actionnaires seraient alors obligés de faire plus attention aux bonus accordés à leurs cadres et les entreprises seraient obligées de payer des impôts sur les bonus excessifs. Avec ces propositions, les demandes émanant aussi bien de la gauche que de la droite sont prises en considération.

Les Vert'libéraux attendent maintenant des partis gouvernementaux qu'ils se concertent et trouvent une issue à la situation dans laquelle nous nous trouvons. Par exemple, un accord sur la manière de traiter les motions sur une taxation des bonus permettrait aussi bien à la gauche qu'à la droite de soutenir l'accord UBS/USA. Les Vert'libéraux proposeront leur soutien à ce processus. De plus, les vert'libéraux attendent de l'UDC qu'elle tienne parole et renonce à soumettre l'accord au référendum.